

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Variétés

Journal de la société statistique de Paris, tome 44 (1903), p. 113-114

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1903__44__113_0

© Société de statistique de Paris, 1903, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VIII.

VARIÉTÉS.

1° Les illettrés à Paris. — On n'apprendra pas sans étonnement qu'il y a parmi les conscrits parisiens qui tirent en ce moment au sort un nombre encore assez considérable d'illettrés, c'est-à-dire de jeunes gens ne sachant ni lire ni écrire.

Le fait, de plus en plus rare dans nos campagnes, paraît invraisemblable à Paris.

Pourtant les dernières statistiques du service de recrutement n'accusent pas moins de 112 conscrits dans ce cas sur 16 110 jeunes gens ayant tiré au sort à Paris.

Elles en comptent 110 qui savent lire seulement et 569 qui, sachant à peine lire et écrire, sont dépourvus de toute autre instruction.

Dans les 1^{er}, 2^e et 8^e arrondissements tous les conscrits, aujourd'hui enrôlés, qui tirèrent au sort il y a trois ans — époque à laquelle s'arrêtent les dernières statistiques — savaient lire et écrire; mais à la même date les 3^e et 7^e arrondissements présentaient chacun un conscrit absolument illettré; les 4^e, 6^e, 9^e et 16^e, deux; les 5^e et 17^e, trois; le 12^e, quatre; le 14^e, cinq; le 19^e, six; le 10^e, sept; le 11^e, neuf; le 15^e, douze; le 18^e, quinze; le 13^e, dix-sept et enfin le 20^e, vingt et un.

2° Le sol improductif. — La Suisse est bien petite, mais si petite soit-elle, dit la *Tribune*, de Genève, il y a moins de place encore entre ses frontières qu'on ne se l'imagine.

Quand on a retranché la place qu'occupent les glaciers, les lacs et les rivières, les voies ferrées, les routes et les chemins, les rochers, les éboulis, etc., etc., on constate qu'il ne reste plus que 29,871 kilomètres carrés d'habitables ou de productifs, soit les 72 p. 100 de la surface totale. Les autres 11 600 kilomètres carrés sont occupés par 1 838 kilomètres carrés de glaciers, 1 390 de lacs, 334 de rivières et ruisseaux, 8 000 de voies ferrées et de rochers.

Les cantons où la proportion de sol improductif est la plus importante sont Uri et le Valais. Plus de la moitié de leur territoire est indéfrichable, exactement les 55,6 p. 100 dans Uri, et 54,07 p. 100 dans le Valais.

Dans le Valais, sur une superficie totale de 5 247 kilomètres carrés, les glaciers en recouvrent 971,7 et les rochers 1 803. Possèdent la plus grande surface de glaciers après le Valais : Grisons 359, Berne 288, Uri 114,8.

Quant au sol productif, il figure, en Suisse, pour 20 900 kilomètres carrés de champs, jardins, prés, pâturages, etc. ; 8 473 kilomètres carrés de terrains boisés, 3 183 kilomètres carrés de vignobles. Comme surface boisée vient en tête : Berne, avec 1 512 kilomètres carrés, puis les Grisons avec 1 223, le Valais occupe le troisième rang avec 753 kilomètres carrés et Vaud le quatrième avec 743.

(Le Petit Journal.)

3° Progrès des importations du Canada dans le Royaume-Uni. — Depuis que la colonisation s'est portée sur les vastes plaines vierges de l'Ouest canadien, que les provinces d'Ontario et de Manitoba et les territoires du Nord-Ouest ont commencé à se peupler, la production agricole au Canada a pris un développement très remarquable et les cultivateurs du Dominion ont profité de plus en plus du débouché qu'offrait à leurs produits le marché de la métropole.

En 1892, les exportations du Canada vers les ports du Royaume-Uni ne s'élevaient qu'à £ 12 808 493 ou 320 millions de francs ; en 1897, elles atteignaient le chiffre de £ 24 726 508 ou 618 millions de francs ; en 1901, elles ont été de £ 35 486 276 ou 887 millions de francs ; en 1902, de £ 39 203 953 ou 980 millions de francs.

Ces succès ne peuvent laisser indifférente l'agriculture française, dont les produits viennent en si grande quantité sur le marché de Londres. Nous n'avons pas à nous inquiéter outre mesure de ce que le Canada a envoyé en 1902 à l'Angleterre pour £ 3 604 852 (90 millions de francs) de blé ; £ 458 012 (11 millions 1/2 de francs) de farine et £ 346 039 (8 millions 1/2 de francs) d'avoine, au lieu de £ 77 773 de blé, £ 104 277 de farine et £ 51 232 d'avoine en 1890 ; ni même de ce que, dans la même période, les exportations canadiennes de viande de porc à destination de l'Angleterre ont passé de £ 129 072 (3 millions de francs) à £ 2 491 573 (62 millions de francs), car nos céréales et nos viandes ne se vendent pas dans le Royaume-Uni. Mais il est d'autres produits pour lesquels le Canada fait une concurrence directe et très redoutable à la production française : tels le fromage, dont l'importation canadienne en Angleterre représente pour 1902 une valeur de £ 3 920 000 (près de 100 millions de francs) contre £ 2 780 000 (moins de 70 millions de francs) pour 1896, et la volaille qui figure déjà en 1902 au tableau des importations pour £ 43 709 (1 080 000 fr.), tandis qu'en 1896 le chiffre était insignifiant (£ 2 200 ou 55 000 fr.).

Pour le beurre, les exportations du Canada, favorisées par l'établissement dans le Dominion de magasins frigorifiques, paraissent susceptibles d'un grand développement ; déjà leurs progrès sur le marché anglais ont contribué à la diminution des affaires que nos producteurs de beurre y font ; en 1895, l'importation de beurres canadiens en Angleterre était très peu importante (£ 107 360 ou 2 675 000 fr.) ; elle s'élève aujourd'hui à £ 1 091 660 (plus de 27 millions de francs), et paraît destinée à continuer à augmenter rapidement.

(Feuille d'informations du Ministère de l'agriculture.)
